

Pays: Turquie

Commission: Sommet UE sur l'Aide Humanitaire

Problématique: Comment relancer l'action et le droit humanitaires dans le monde ?

La Turquie est une enclave entre l'Europe, l'Asie et le Moyen Orient. Sur le plan international, cette position géographique stratégique permet à la Turquie d'entretenir des relations politiques fortes avec de nombreux pays différents. Le pays est devenu une république présidentielle depuis la réforme constitutionnelle de 2017, et il est gouverné par le président Recep Tayyip Erdoğan, réélu dans les élections de 2023. Celui-ci est membre du parti AK PARTI.

L'immigration est un grand enjeu pour notre pays. En effet 4 millions de réfugiés résident dans notre pays actuellement, mais nous connaissons aussi beaucoup de migrations internes. Nous avons été touchés par le séisme du 6 février 2023, qui a provoqué une catastrophe humanitaire avec 51 000 morts et a laissé plus de 2 millions de personnes sans domicile.

Le problème de l'immigration n'est pas seulement un problème interne de la Turquie, c'est un problème majeur et global. C'est donc avec la coopération de l'Union européenne que nous devons chercher comment relancer l'action et le droit humanitaires dans le monde.

Nous sommes favorable à l'arrivée des migrants dans notre pays mais si nous obtenons en échange des subventions européennes. Il y a eu déjà dans le passé des accords avec l'UE, en 2016. Mais ces accords ne sont pas suffisants. Notre crise migratoire ne cesse de s'aggraver et sommes également favorables à un retour volontaire des migrants dans leurs pays d'origine. C'est pour cela que nous vous présentons différentes propositions.

Dans un premier temps, nous devons recevoir les différents migrants qui arrivent dans les différents pays. Ces migrants doivent être intégrés correctement dans les pays. Il est indispensable de leur fournir un logement, de l'éducation et de l'attention médicale. L'assouplissement des restrictions comme nous l'avons fait est important. En effet, la Turquie a assoupli certaines restrictions pour les réfugiés, ce qui leur permet une plus grande mobilité et un meilleur accès aux services essentiels, cela a contribué à améliorer leur qualité de vie et à réduire la pression sur les communautés locales. Mais aussi de les intégrer dans le marché du travail. Actuellement, plus de 20 000 entreprises en Turquie appartiennent à des Syriens, ce qui a contribué au dynamisme économique et à la réduction du chômage dans certaines régions. Cette amélioration est aussi dûe aux programmes de formation et d'éducation qui ont été mis en œuvre pour les migrants, dans le but d'améliorer leurs compétences et de faciliter leur intégration dans la société turque. Cela profite non seulement aux réfugiés, mais contribue également à l'économie de notre pays en augmentant la main-d'œuvre qualifiée.

Mais il doit y avoir aussi un accord avec différents pays. Nous proposons un réacheminement de migrants vers des pays volontaires. Ces pays devront recevoir un financement des autres pays, grâce à la création d'un fonds et d'aides de l'Union européenne. Nous avons déjà conclu un accord dans ce sens avec notre pays voisin, la Grèce, dont 13,7% de la population sont des migrants et où en 2024, 9 millions de migrants ont essayé de rentrer. À travers cet accord signé le 18 mars de 2016, toutes les personnes qui arrivent illégalement sur les îles grecques, y compris les demandeurs d'asile, sont envoyées en Turquie. Mais pour chaque Syrien renvoyé en Turquie depuis les îles grecques, un autre Syrien sera installé dans l'Union européenne. L'accord a réussi à réduire le flux de migrants avec une réduction du nombre d'arrivées irrégulières dans les îles grecques et un renforcement des frontières turques pour freiner l'arrivée des migrants dans le reste de l'Europe. Mais cet accord a été accompagné d'une subvention de l'Union européenne. Ces aides nous ont aidé avec la crise de migrants mais n'ont pas été suffisants. On en a besoin pour lutter aussi contre les passeurs illégaux. C'est pour cela qu'on demande plus d'aides et de financements, et que les aides ne soient pas attribuées sur projet et aillent directement à l'État turc. De plus, nous demandons que l'Union européenne avance dans la libéralisation des visas pour les citoyens turcs comme elle a promis.

Enfin, nous devons également fonder un chemin de retour pour encourager les migrants à revenir volontairement à leur pays d'origine. Nous avons commencé à mettre cela en place avec le soutien financier de l'Union européenne sur la gestion de ces retours, en allouant des fonds pour s'assurer qu'ils sont sûrs et volontaires. Dans notre cas, au cours des cinq premiers jours qui ont suivi la chute du régime, quelque 7 621 Syriens ont franchi la frontière syrienne et nous estimons qu'environ un million de réfugiés Syriens rentreront dans leur pays dans les mois à venir. Nous avons facilité ce processus en rouvrant les points de passage frontaliers, tels que ceux d'Öncüpınar et de Cilvegözü, permettant aux réfugiés de retourner en Syrie sur la base du volontariat.

En conclusion, la Turquie joue un rôle clé dans la gestion de la crise migratoire grâce à sa position stratégique et à son engagement envers les réfugiés. Cependant, un soutien financier plus important de l'Union européenne est nécessaire. Nous appelons à une coopération internationale avec un partage plus équitable des responsabilités et des aides financières pour une relocalisation équilibrée et équitable des migrants, notamment avec des programmes d'intégration des migrants et encourageant les retours volontaires. Avec plus de collaboration, nous pourrions gérer cette crise de manière plus efficace et humaine.